

Suppression d'activités en prison : le droit à la réinsertion menacé



PRISON

25/02/2025

Le ministre de la justice, Gérald Darmanin, a annoncé lundi 17 février avoir ordonné l'arrêt de toutes les « activités ludiques » en prison qui ne concernent pas l'éducation, la langue française ou le sport, après une polémique sur des soins du

visage prodigués à des détenus à la maison d'arrêt de Toulouse-Seysse. Dans de nombreux établissements pénitentiaires, l'ensemble des activités visé par le Garde des sceaux est temporairement suspendu.

La Délégation du Secours Catholique de la Haute-Savoie est présente dans la prison de Bonneville, à travers des activités de coiffure et de convivialité, et reste attentive aux mesures qui y seront prises. Les activités proposées en détention sont de la responsabilité de la direction d'établissement, encadrées par des conventions locales de partenariat. Bien souvent, elles témoignent des bonnes relations de la direction d'établissement avec les intervenants associatifs que nous sommes et de la mesure partagée des effets bénéfiques pour les personnes détenues et leur insertion.

Pour le Secours Catholique, l'estime de soi est un préalable nécessaire à la reconstruction des personnes. L'action que nous menons à la prison de Bonneville permet donc d'agir contre les causes d'exclusion, notamment en témoignant par cette action de signes de confiance et de fraternité, en développant les capacités relationnelles, l'estime de soi et le pouvoir d'agir.

Plutôt que de saper une mission essentielle de son ministère, déjà largement en mal de moyens, Gérald Darmanin aurait pu s'attaquer à un scandale bien réel : celui des conditions de détention. Dans un contexte de surpopulation généralisée dans les prisons françaises, qui vient s'ajouter à l'insalubrité de nombreux établissements, les activités en détention constituent un levier essentiel non seulement pour préparer la réinsertion des personnes détenues, mais aussi pour préserver leur équilibre psychologique. L'administration y voit même souvent une soupape pour gérer une détention explosive.

Pour aller plus loin : [Communiqué de presse signé avec Observatoire International des Prisons OIP](#)

<https://hautesavoie.secours-catholique.org/notre-actualite/suppression-dactivites-en-prison-le-droit-la-reinsertion-menace>